FACE AU «SENTIMENT DE SEMI-VACANCE»

Le PT peaufine «une initiative politique»

Le Parti des travailleurs s'inscrit dans l'après-législatives et sa lecture de cette période n'est pas empreinte d'optimisme. Louisa Hanoune évoque «un sentiment de semi-vacance du pouvoir» et des inquiétudes quant à l'intégrité du pays. Son parti prépare une initiative politique qui devrait être dévoilée début juillet.

Nawal Imès- Alger (Le Soir) - Sans avoir digéré le «hold-up électoral» dont il a été victime, le PT reprend l'initiative face à ce que sa secrétaire générale qualifie de décomposition politique. En ligne de mire, une Assemblée populaire mal élue, résultat de tout un processus dévoyé.

En réunissant hier les cadres de la wilaya d'Alger, la numéro un du PT rappelait qu'une année après le discours prononcé par le chef de l'Etat évoquant des réformes, force est de constater que tout le processus a été vidé de son sens. Les responsables ? Les élus du FLN et du RND qui, dit-elle, se sont opposés à des dispositions qui auraient pu faire barrage à une APN dominée par des cercles maffieux et le ministre de l'Intérieur qui a «distribué les agréments comme des petits-fours».

Résultat, une Assemblée qui «signe le retour en force du parti unique» mais qui va cependant avoir la tâche de réviser la Constitution. Une aberration pour Hanoune qui rappelle que Bouteflika avait expliqué pourquoi il n'avait pas pris l'initiative de présenter la nouvelle mouture de la Constitution à l'ancienne Assemblée dont la légitimité était entachée. Hanoune estime que celle récemment élue ne jouit pas de plus de crédibilité car elle est «préfabriquée» et ne représente pas plus que 8% des inscrits sur les listes électorales.

Photo : DR.

La secrétaire générale du PT se dit inquiète au moment où beaucoup de parties se positionnent déjà pour l'élection présidentielle mais, s'interroge-t-elle, «l'intégrité de l'Algérie sera-t-elle préservée d'ici 2014 ?» Afin de préserver l'Algérie, Hanoune interpelle le président de la République exigeant, d'ores et déjà, des garanties pour les prochaines élections.

Elle appelle notamment à l'assainissement du fichier électoral avant les locales. Une échéance à laquelle le parti se prépare activement.

N. I.

DJAMAL BENABDESLAM, PRÉSIDENT DU FAN (FRONT DE L'ALGÉRIE NOUVELLE) :

«C'est le pouvoir qui pousse au soulèvement»

Virulent à l'égard du pouvoir comme il ne l'a jamais été jusqu'à l'issue du dernier scrutin législatif qui n'a pas souri à son nouveau parti, le FAN (Front de l'Algérie Nouvelle), Djamal Benabdeslam est allé un cran de plus dans son réquisitoire.

M. Kebci- Alger (Le Soir) - C'était à l'occasion de la 2e session du conseil national du Front, tenue ce samedi au centre culturel Azeddine-Medjoubi, à Alger. Une session qui a été l'occasion pour l'ancien bras droit de Djaballah, du temps où celui-ci officiait à la tête du Mouvement Nahdha, d'accuser ce même pouvoir de pousser le peuple au soulèvement populaire. Sur quelle base l'orateur fonde-t-il son analyse quand on sait que c'est plutôt l'opposition qui est montrée du doigt pour nourrir des velléités d'intervention étrangère ? Et à l'ancien secrétaire général d'El Islah d'en vouloir pour preuve la manière «sophistiquée» avec laquelle les élections législatives du 10 mai dernier ont été gérées. «Je reconnais que toutes les élections post-octobre 1988 ont été émaillées d'irrégularités, de dépassements, mais celles du 10 mai dernier ont dépassé toutes les limites», affirmera-t-il, lâchant que la fraude de cette-fois qui dépasse, selon lui, tout entendement, a un seul et unique commanditaire : le président de la République. Celui-ci, dira-t-il, a, à travers son fameux discours de Sétif, deux jours avant le scrutin et au surlendemain de la clôture de la campagne électorale, «ordonné la fraude». Un ordre loin de tomber dans les oreilles de sourds puisque systématiquement exécuté non sans zèle et une sorte de défi à l'endroit du peuple. «C'est comme si on nous disait : nous avons fraudé et dezzou maâhoum», a-t-il ajouté. Ce qui peut ouvrir grandement les portes, notamment, à un soulèvement de rue, «quoi que cela semble être pour le moment improbable du fait que le peuple donne l'impression de s'être résigné à cet état de fait».

Et à Benabdeslam de regretter que dans ce «souk dlala, Oued Knis, Laâkiba», entre autres épithètes dont il affublera ce scrutin, «le Conseil constitutionnel ne soit pas resté en marge». Bien au contraire, il estimera que cette institution censée veiller au respect des lois de la République «a achevé cette mauvaise œuvre en continuant de marchander les quotas au gré de la disponibilité des uns et des autres». Et de relever avoir été approché pour «déposer des recours même infondés avec assurance de les voir aboutir». Combine dans laquelle le leader du FAN soutiendra n'avoir pas marché, tout en exprimant un autre regret, celui de voir des partis respectables comme le FFS, se faire rouler dans la farine en acceptant des strapontins. Et de citer l'exemple «frappant» de Bordj-Bou-Arréridj où, dira-t-il, son parti a eu le triple des voix que le parti d'Aït Ahmed avec au bout, deux sièges tardivement attribués au FFS par le Conseil constitutionnel et aucun siège pour le sien. Le même manège se serait reproduit à travers nombre de wilayas du pays où le FAN, à se fier toujours à son premier responsable, aurait été spolié de sièges, «une bonne vingtaine», dira-t-il.

Mais le drame, estimera encore Benabdeslam, c'est que le pouvoir, dans «sa logique suicidaire, s'est retrouvé otage de sa propre recette avec les tractations qui n'en finissent pas en vue de constituer un nouveau gouvernement». Aussi, il relèvera les difficultés trouvées dans l'installation des structures de la nouvelle APN avec, notamment, le refus du PT et du FFS de siéger dans le bureau et de présider des commissions. Une véritable crise politique qui ne dit pas son nom et dont la dépassement résiderait, selon le patron du FAN, dans l'intervention plus que souhaitable et salutaire du président de la République en vue d'annuler les résultats de ces législatives et de dissoudre cette Assemblée illégitime et de s'engager dans une période de transition à même de déblayer le terrain pour une véritable perspective démocratique.

M. K.

HAMLAOUI AKKOUCHI, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL D'EL ISLAH :

«Où sont vos réformes, M. le Président ?»

C'est un Akkouchi remonté contre le pouvoir, lui l'impulsif au verbe acerbe, qui est revenu sur les législatives d'il y a un mois et qui sont allées, dira-t-il , «à contre-courant des aspirations du peuple à un changement pacifique par les urnes».

Le secrétaire général du mouvement El Islah, qui faisait le bilan, hier, à l'occasion d'une conférence de presse, des élections législatives du 10 mai dernier, n'avait pas sa langue dans sa poche, comme à son habitude, pour parler de véritable «tragédie» qu'a engendrée ce scrutin du fait, dira-t-il, «d'une fraude massive qui a étonné tout le monde, les principaux vainqueurs en tout premier lieu».

Et il n'a pas été par trente-six chemins pour situer le principal responsable de cette «mascarade», en interpellant directement le premier magistrat du pays : «Où sont vos réformes, M. Bouteflika ?» Ceci non sans lui rappeler «les promesses faites lors du fameux discours du 15 avril 2011 et celui d'Arzew au cours duquel le président de la République avait ressassé, dira-t-il, ses engagements à assurer un scrutin libre et transparent».

Pour Akkouchi, le pouvoir semble tomber dans son propre piège, rejoignant dans l'analyse son ancien camarade du parti, Benabdeslam, en ce sens, soutiendra-t-il, que la période post-législatives est porteuse d'ingrédients qui ne prêtent pas à l'optimisme. «Nous vivons un vide politique effarant aussi bien au sein du pouvoir que parmi les partis et la société civile», affirmera-t-il, mettant en exergue le nouveau gouvernement qui n'est toujours pas annoncé, des ministères bloqués et une nouvelle Assemblée mort-née décrédibilisée, en stand-by.

Ceci en parallèle à une «fronde sociale qui va crescendo, mise en parenthèses qu'elle était, la veille de ces législatives pour reprendre de plus belle»,ajoutera-t-il. Une nouvelle Assemblée quoique frappée du sceau de la fraude et d'un manque flagrant de légitimité mais qui est loin de faire désintéresser l'Alliance de l'Algérie verte dont El Islah est membre aux côtés d'Ennahdha et du MSP. «Elle nous servira de tribune pour transmettre les doléances citoyennes et nous ferons de la loi criminalisant le colonialisme notre principal credo.» Un cheval de bataille loin d'être fortuit tant il s'agira pour le triumvirat islamiste «de mettre le FLN au pied du mur, parti qui accapare les référents historique et révolutionnaire dans les discours seulement», affirmera Akkouchi.

Ce dernier, qui, en perspective des prochaines élections locales, émet d'ores et déjà un préalable, celui de l'Alliance verte mais qu'il dira partager avec beaucoup d'autres partis : celui de l'impératif d'une mise sur pied d'une seule commission de surveillance et de supervision de ces élections, une commission composée de magistrats, de représentants des partis et de la société civile à travers ses relais les plus crédibles et les plus représentatifs». «Sans quoi, il est fort possible que le trio opte pour le boycott car il n'est pas question, dira Akkouchi, de revivre le même scénario que celui des dernières législatives.»

Photo : DR.

Dans cette optique, il affirmera la disponibilité de l'alliance à accueillir en son sein d'autres membres de la même famille, citant le FJD et le FC auquel il tendra la main. Le secrétaire général du mouvement El Islah s'est, par ailleurs, refusé à tout commentaire quant à la présence encore au gouvernement de ministres MSP alors qu'aussi bien le parti de Soltani que l'Alliance ont opté pour l'opposition. «Ce ne sont pas nos ministres, lâchera-t-il en aparté, sur un air de plaisanterie, avant de se raviser pour dire : «Tout finira par rentrer dans l'ordre, c'est une question de temps».

M. K.